

Mise à jour économique;

**«UN EXERCICE À LA HAUTEUR DE LA PERFORMANCE GÉNÉRALE
DU GOUVERNEMENT TRUDEAU... DÉCEVANT!»**

- STÉPHANE BERGERON

CIRCONSCRIPTION DE MONTARVILLE, le 9 juillet 2020 — Le député de Montarville, M. Stéphane Bergeron, a fait écho aux propos de son collègue de Joliette et porte-parole du Bloc Québécois en matière de Finances, M. Gabriel Ste-Marie, qui déplorait que le gouvernement Trudeau n'ait pas profité du portrait économique dévoilé le 8 juillet dernier pour apporter les modifications nécessaires aux différentes mesures de soutien destinées à soutenir les secteurs économiques, entreprises et individus qui continueront d'être confrontés à des difficultés au cours des mois à venir et qui se sont souvent révélées plutôt mal adaptées aux différentes réalités rencontrées depuis le début de la crise sanitaire.

Le Bloc Québécois avait formulé quelques demandes par rapport à cette mise à jour économique. D'abord, que le gouvernement fédéral transfère sans tarder les 14 milliards de dollars promis au Québec et aux provinces, et ce, sans condition. «Les coûts des soins de santé ont littéralement explosés en raison de la pandémie de COVID-19, particulièrement au Québec et en Ontario, qui comptent les deux métropoles les plus peuplées du Canada et qui ont donc été plus durement touchés par cette crise. Le partage de ces sommes, qui ne couvriront qu'une partie des coûts déjà engagés et encore à venir, doit impérativement tenir compte de cette situation. Il est plus que temps de faire sauter ces conditions inopportunes qui ne font que retarder l'émission de ces chèques déjà attendus depuis trop longtemps!», dénonce le député de Montarville.

Par ailleurs, le Bloc Québécois réclamait que la Prestation canadienne d'urgence (PCU) soit modifiée de telle sorte de ne pas défavoriser les personnes qui travaillent à temps plein. «Actuellement, le taux de chômage atteint 17% au Québec. Pourtant, les entreprises peinent à trouver des employés. Quelque chose ne tourne donc pas rond... La PCU a été mise en place dans l'urgence que requérait la situation en mars dernier, mais nous sommes maintenant en juillet et la situation a évolué. Il faut donc en revoir les modalités, afin de ne pas freiner le retour au travail!», de continuer M. Bergeron.

Finalement, la subvention salariale doit être étendue aux secteurs saisonniers comme le tourisme et la culture. La situation est pourtant simple; la subvention doit être calculée sur la base des salaires de l'an dernier plutôt que sur ceux du mois de février, alors que les entreprises saisonnières étaient fermées. Les mesures de soutien aux frais fixes que doivent assumer les entreprises doivent être améliorées, puisque le gouvernement fédéral reconnaît lui-même que son programme d'aide aux loyers est un échec, comme en témoigne le fait que seulement 29 000 demandes ont été présentées pour l'ensemble du Canada depuis sa mise en oeuvre.

«Le déficit de 343.2 milliards de dollars est historique et la façon de renflouer les coffres devra l'être tout autant. Le gouvernement libéral a donc plus de 343 milliards de raisons de revoir ses sources de revenus. On ne peut encore demander à la classe moyenne d'éponger ce déficit record; elle a assez donné! Depuis le temps qu'on parle des géants du web, des banques et des multinationales qui ne paient pas leur juste part d'impôt, il me semble qu'il serait peut-être enfin temps d'y penser! Cela dit, ça ne semble toujours pas dans les cartons du gouvernement Trudeau...», de conclure Stéphane Bergeron.

- 30 -

Source: Pascale Guilbault, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron
@ pascale.guilbault.349@parl.gc.ca
☎ 450 922-BLOC (2562)